Les banques, maillon faible de la politique monétaire

Jézabel Couppey-Soubeyran

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Twitter : @jcs_mbf

Mardi 29 mars

Lycée Jean Calvin, Noyon

Plan de la présentation

1. Les banques sont nécessaires à l'économie réelle mais trop loin d'elle
2. Mieux encadrées qu'avant la crise mais encore fragiles
3. Canal de transmission défaillant de la politique monétaire de la zone euro

1. Les banques sont nécessaires à
l'économie réelle
mais trop loin d'elle

Les banques sont indispensables au bon fonctionnement de l'économie réelle

- 3 fonctions-clés :
 - Elles collectent et gèrent les dépôts, et fournissent les **moyens de paiement (carte bancaire, chéquier, ...)**
 - Elles gèrent **l'épargne** et **réduisent les risques** en les mutualisant
 - Elles **financent les entreprises et les ménages**
- Crédit + titres achetés par les banques = 70% du financement externe

Mais les banques sont de moins en moins tournées vers l'économie réelle !

- De moins en moins de crédits aux entreprises au bilan des banques
- De plus en plus d'opérations sur titres et sur produits dérivés
- Beaucoup d'opérations interbancaires

En bref, les banques sont de plus en plus tournées vers les marchés de titres et vers « elles-mêmes ».

Bilans comparés d'une banque de proximité mutualiste et d'une banque universelle

	Banque de proximité mutualiste (€ millions)	%	Grande banque universelle (€ millions)	%
ACTIFS 2012				
Prêts interbancaires	3 397	14%	143 596	8%
Crédits clientèle	17 489	71%	630 520	33%
Portefeuille de titres	2 889	12%	986 692	52%
Valeurs immobilisées	329	1%	38 462	2%
Divers	514	2%	108 020	6%
TOTAL	24 618	100%	1 907 290	100%
PASSIFS 2012				
Emprunts interbancaires	12 777	52%	113 267	6%
Dépôts clientèle	7 147	29%	539 513	28%
Titres	620	3%	919 390	48%
Fonds propres	3 610	15%	86 429	5%
Divers	464	2%	248 691	13%
TOTAL	24 618	100%	1 907 290	100%

ACTIF : ce que la banque fait de ses ressources

PASSIF : L'origine des ressources de la banque

Total de bilan BNPP $\approx$ PIB de la France

Sources : Alpha Value, 2012 ; Rapports annuels Caisse régionale du Crédit Agricole Centre-Est, BNP Paribas.

Source : Parlons Banque, coll. Doc en Poche, La Documentation française, sept. 2014.

Faible part du crédit aux entreprises au bilan des banques

Source : note du Conseil d'analyse économique, nov. 2014

Le poids des groupes bancaires (UE & US, 2011, bilan en % du PIB national)

Des banques « too big to fail »

- Quand le bilan d'une banque pèse l'équivalent du PIB de son pays d'origine, il n'est pas envisageable de la « laisser tomber »
- Sa chute fait courir un « risque systémique »
- banques TBTF = banques systémiques (SIFI's – *systemically important financial institutions*)
- Avant la crise le « principe TBTF » prévalait : « Etats et banques centrales viendraient au secours des banques systémiques en cas de difficulté »

« Subvention implicite » des pouvoirs publics

- Agences de notation et investisseurs accordent de la valeur à la garantie TBTF : « meilleure note » et « moindre taux ».
- Économie de coût de financement équivalente à une subvention des pouvoirs publics : « subvention implicite »
- Estimée par le FMI entre 90 et 300 milliards de dollars en 2011-2012 pour les banques de la zone euro
- Grâce à cette subvention implicite, une banque TBTF pouvait encore grossir, être encore plus TBTF, grossir encore ... !

trop endettées et pas assez capitalisées

- Principale conséquence de la subvention implicite : augmentation de la dette au bilan des banques.

Au bilan d'une entreprise non financière

Actifs	Passifs
...	Dette : 60 à 70%
	Fonds propres : 30 à 40%

Au bilan d'une banque

Actifs	Passifs
...	Dette : 90 à 95%
	Fonds propres : 5 à 10%

Pile les banques gagnent, face les contribuables perdent !

Cartoon: Jeff Parker, Florida Today
Caption: John Mayer

2. Mieux encadrées qu'avant la
crise mais encore fragiles

Des banques plus capitalisées

- Dans le cadre de « Bâle 3 », les exigences de fonds propres ont été renforcées
 - 4,5% de vrais fonds propres depuis 2015 (contre 2% avant), 7% à partir de 2019
 - En tout $8+2,5\% = 10,5\%$ de fonds propres exigés
 - + un coussin de fonds propres variable en fonction du cycle (entre 0 et 2,5%)
 - + une surcharge pour les banques systémiques (entre 1 et 3,5%)
- Mais restent ajustées aux risques que les grandes banques évaluent elles-mêmes à l'aide de leurs modèles internes !

Part des actifs risqués au bilan des banques ... selon les modèles internes (fin 2013)

Source : Dehmej & Arnould (2015), Labex REFI

La part des fonds propres au bilan des banques : deux poids, deux mesures (fin 2013) !

Source : Dehmej & Arnould (2015), Labex REFI

Moins exposées au risque d'illiquidité

- 2 ratios de liquidité introduits dans Bâle 3 :
 - Le premier pour que les banques soient capables de résister à une crise de liquidité sur environ 30 jours (ratio LCR)
 - Le second pour que les banques réduisent les écarts de maturité entre leurs actifs et leurs passifs et aient davantage de ressources stables (ratio NSFR)
- Mais pas encore totalement opérationnels

Des créanciers mis à contribution

- Mise en place de « mécanismes de résolution »
- pour qu'en cas de problème, ce ne soit plus systématiquement les pouvoirs publics (donc le contribuable) qui assument les pertes mais bien les actionnaires et créanciers des banques en difficulté
- Le « bail in » devra systématiquement précéder le « bail out »
- Mais forte résistance du lobby bancaire et beaucoup de confusion !

Un exemple typique de désinformation à propos du bail in

« Le « bail-in » bancaire expliqué par Madame Michu, ma concierge... », Contrepoints.

Des SIFIs sous surveillance

- Le Conseil de stabilité financière (FSB) les « liste »: 30 (50 000 mds de dollars d'actifs)
- Elles sont astreintes à des exigences de fonds propres renforcées
- Le CSF a proposé qu'on définisse pour ces SIFIs une capacité d'absorption des pertes (« TLAC »), pour que le bail in fonctionne
- En Europe, les banques d'importance sont « supervisées » par la BCE dans le cadre de l'Union bancaire

Mais ...

- La taille des bilans bancaires n'a pratiquement pas diminué
- La concentration du secteur bancaire européen demeure forte
- Peu de mesures structurelles pour y remédier
- Des activités de marchés toujours plus intenses que l'activité de crédit (ce que l'Union des marchés de capitaux ne corrigera pas, au contraire)

3. Canal de transmission défaillant de la politique monétaire de la zone euro

Faible impact de l'assouplissement de la politique monétaire en Europe

- Aux USA, la Fed a procédé à de vastes opérations de rachats de titres (*Quantitative easing*)
- La BCE avait privilégié l'assouplissement du refinancement des banques (LTRO + TLTRO) ...
- ... jusqu'à l'annonce par M. Draghi en jv 15 d'un prog. élargi de rachats de titres de 60 mds / mois / 18 mois (accru depuis : + 6 mois; 80 mds/mois)
- Peu d'effets des (T)LTRO sur la relance du crédit et de la croissance en Europe
- Quels effets du QE de la BCE ? croissance du PIB : +1,6 % mais inflation nulle et chômage > 10%

Inflation aux États-Unis et achats d'actifs par la Fed 2004-2014

(Pour la Fed : Bons du trésor et Titres de créances hypothécaires au bilan) (Source : Fed)

Draghi: les rachats de dette vont faire repartir l'inflation

Trends Tendances 22/01/2015 à 10:35 Source: Belfer

Les rachats de dette massifs annoncés jeudi par la Banque centrale européenne (BCE) vont faire repartir les prix dans la zone euro, a assuré le président de l'institution Mario Draghi.

Le QE de la BCE

The Economist (31 janvier 2015)

« helicopter money » (Milton Friedman, 1969)

Et si la BCE réorientait son QE vers la dépense

- Le QE ne parvient guère à créer une capacité de dépense dans l'économie
- 2 façons de réorienter le QE pour mieux y parvenir :
 - la « monnaie hélicoptère » : envisageable mais des obstacles juridiques, économiques, écologiques
 - Soutien direct de la BCE à des investissements publics dans l'éducation, la formation, la santé, la transition énergétique, ...

<http://www.qe4people.eu/>

Pour aller plus loin

- « Toutes ces questions que l'on se pose sur la monnaie », Revue Idées économiques et sociales n°182 (2015/4 – dossier Monnaie et argent), CNDP, Déc. 2015.
- « La Banque centrale européenne, plus de pouvoirs, plus de devoirs », Questions internationales n°76 Novembre-Décembre 2015.
- Problèmes économiques hors-série n°7 (2015) « Comment les banques (dys)fonctionnent ? »
- Cahiers français n°375 (2013), La finance mise au pas ? (voir notamment « De Bâle 2 à Bâle 3 ... »)

Parlons banque en 30 questions

Blablabanque

Le discours de l'inaction

Jézabel Couppey-Soubeyran

**BLABLA
BANQUE**

LE DISCOURS DE L'INACTION

MICHALON

Vidéos

- Xerfi :

http://www.xerfi-precepta-strategiques-tv.com/emission/Jezabel-Coupey-Soubeyran-Bla-Bla-banque-decrypter-le-discours-du-lobby-bancaire_2831.html

<https://www.youtube.com/watch?v=RYn9Wq0bTgA>

http://www.xerficanal-economie.com/emission/Jezabel-Coupey-Soubeyran-Bale-III-des-regles-pas-si-contraignantes_1099.html

- Agefi :

<http://www.agefi.fr/agefitv/video-les-banques-europeennes-sont-trop-grosses-et-trop-peu-capitalisees-919.html>

- Sorbonne éco : « Les banques sont-elles responsables de la crise ? » : <http://sorbonneco.hypotheses.org/>